



**PRÉFÈTE
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 22 JUL. 2025

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2025-43
portant autorisation d'exploiter
Société SCEA DES PISCICULTURES PETIT
PISCICULTURE dite de PONT ROYAL
Commune CHAMOUSSET**

La préfète de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU la directive-cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000 ;

VU les livres I, II et V du code de l'environnement et notamment ses articles L.181-1, L.214-1, L.511-1 et suivants et R.181-1 et R.214-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement (rubrique 2130 de la nomenclature des installations classées) ;

VU la charte d'engagement pour le développement durable de l'aquaculture française signée le 11 février 2011, entre le Comité Interprofessionnel des Produits de l'Aquaculture (CIPA), la Fédération Française d'Aquaculture (FFA), l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA), la Direction de l'Eau et de la Biodiversité (DEB) et la Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture (DPMA) ;

VU le protocole de mise en œuvre du plan de progrès pour la pisciculture (PPP) en application de cette charte, établi le 13 février 2015 ;

VU le Plan Aquaculture d'Avenir du 4 mars 2022, émis par les ministères de l'Agriculture et de l'alimentation, le Ministère de la Transition écologique et le Secrétariat d'état chargé de la Mer ;

VU les orientations stratégiques pour une aquaculture plus durable et compétitive dans l'Union Européenne pour la période 2021-2030 émises par la Commission Européenne le 12 mai 2021 ;

VU la fiche méthodologique, relative à la compatibilité du flux de polluants rejetés par une pisciculture avec le milieu récepteur, diffusée le 9 novembre 2017 par la Direction Générale de la Prévention des Risques (DGPR) et la Direction de l'Eau et de la Biodiversité (DEB) ;

VU le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Mme Vanina NICOLI en qualité de préfète de la Savoie ; ensemble le procès-verbal du 22 avril 2025 portant installation de Mme Vanina NICOLI à la préfecture de la Savoie ;

VU le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, sous-préfète de Chambéry ; ensemble le procès-verbal du 22 mai 2023 portant installation de Mme Laurence TUR à la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral DCL-PEJ n° 35-2025 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral du 4/04/1991 autorisant la SCEA DES PISCICULTURES PETIT à exploiter une pisciculture d'une capacité de 220 tonnes par an de truites ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 27/07/2020, modifiant les conditions d'exploitation de la pisciculture de la SCEA DES PISCICULTURES PETITT à Chamousset

VU la décision du 15 novembre 2021 prise en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement après examen au cas par cas exonérant la SCEA DES PISCICULTURES PETIT de fournir une étude d'impact dans son dossier de demande d'autorisation environnementale en vue de l'augmentation de la capacité de production à 500 tonnes par an ;

VU la demande d'autorisation environnementale déposée le 13/02/2023 et complétée le 21/11/2023 par la SCEA DES PISCICULTURES PETIT dont le siège social se situe au 395 La Voute à Saint-Germain-de-Joux(01130), en vue de procéder à l'extension de la capacité de production de la pisciculture qu'elle exploite à Chamousset ;

VU le dossier annexé à la demande d'autorisation d'exploiter ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6/08/2024 précisant que le dossier de demande d'extension de la capacité de production à 500 tonnes par an de la pisciculture est complet et régulier et peut être mis à enquête publique ;

VU la décision du président du tribunal administratif de Grenoble en date du 11/09/2024 portant désignation du commissaire enquêteur et de son suppléant ;

VU l'arrêté préfectoral du 31/10/2024 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique en mairie de Chamousset du mercredi 27 novembre 2024 au vendredi 13 décembre 2024 ;

VU l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans cette commune de l'avis au public ;

VU les publications de cet avis en date des 8/11/2024 et 29/11/2024, dans le quotidien Le Dauphiné Libéré édition Savoie, et des 8/11/2024 et 29/11/2024, dans l'hebdomadaire Eco des pays de Savoie ;

VU l'avis des services consultés ;

VU les avis des conseils municipaux des communes d'Aiton, Bourgneuf, Chamoux-sur-Gelon, Chateauneuf et Saint-Pierre-d'Albigny ;

VU le rapport et les conclusions et avis du commissaire enquêteur du 4/03/2025 ;

VU le registre d'enquête publique, le mémoire de l'exploitant aux observations soulevées lors de l'enquête publique ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 6/05/2025 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 26/06/2025;

CONSIDÉRANT que la Bialle est un cours d'eau classé en liste 1 et 2 ;

CONSIDÉRANT que le seuil identifié ROE29867 exploité par la SCEA PISCICULTURES PETIT doit être franchissable pour la truite commune, le chabot, l'ombre commune ;

CONSIDÉRANT que la montaison de ces espèces est un objectif fixé par le SDAGE Rhône Méditerranée Corse ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'exploitation des prises d'eau de la pisciculture permettent la continuité écologique de la Bialle au niveau du seuil répertorié ROE29867 ;

CONSIDÉRANT que les aménagements réalisés permettent de réduire l'impact de l'activité de la SCEA DES PISCICULTURES PETIT sur les milieux naturels.

CONSIDÉRANT que l'extension de la capacité de production de 220 tonnes par an à 500 tonnes doit être considérée comme une modification substantielle ;

CONSIDÉRANT que, en application de l'article L. 512-5, l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 portant sur les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les piscicultures d'eau douce soumises à autorisation fixe les règles applicables aux installations ayant un impact sur le milieu aquatique pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1, notamment en ce qui concerne leurs rejets et prélèvements ;

CONSIDÉRANT que les ouvrages de prélèvements annexés à la pisciculture relevant des installations, ouvrages, travaux ou activités (IOTA) étant inhérents et intrinsèquement liés au fonctionnement de l'installation classée, l'article L.512-16 du code de l'environnement fait écran à l'application directe des règles IOTA, à l'exception des dispositions des articles L.211-1, L.212-1, L.212-11, L.214-18, L.216-6, L.216-13 et L.211-13) ;

CONSIDÉRANT que la demande d'autorisation environnementale prend en compte les caractéristiques physiques des milieux, les usages de l'eau ainsi que les éléments du patrimoine naturel et écologique de la zone d'implantation de la pisciculture ;

CONSIDÉRANT que le projet prend en compte et répond aux enjeux identifiés, notamment la sensibilité du milieu, la nécessité de préserver la qualité de la masse d'eau et le maintien du bon état écologique de la Bialle, le maintien de la continuité écologique et hydro-sédimentaire de la Bialle, la préservation de la ressource en eau et la gestion de la vulnérabilité du risque inondation ;

CONSIDÉRANT que le projet prend en compte les enjeux de la zone Natura 2000 à proximité et ne remet pas en cause les objectifs du DOCOB,

CONSIDÉRANT que les principaux enjeux de l'exploitation de l'installation portent sur :

- le développement des piscicultures dans le cadre du plan de progrès, des orientations stratégiques pour une aquaculture plus durable et compétitive dans l'Union Européenne et du

Plan Aquaculture d'Avenir sus-visés, en conciliant impératifs économiques, exigences de protection du milieu et objectifs de santé publique et de qualité de l'alimentation ;

- la continuité écologique ;
- la préservation de la biodiversité terrestre en particulier les espèces et habitats naturels ayant justifié la désignation du site Natura 2000 ;
- la préservation de la qualité en bon état écologique et de la quantité des eaux de la Bialle ;

CONSIDÉRANT que, au regard des enjeux identifiés, les mesures prises et envisagées par l'exploitant dans son dossier permettent de maîtriser les impacts du projet, notamment sur l'aspect de la gestion qualitative et quantitative de la rivière de la Bialle, notamment en mettant en place une installation de traitement des effluents ;

CONSIDÉRANT que le classement de la Bialle, au niveau de la pisciculture, en liste 1 et 2 de l'article L214-17 du code de l'environnement, permet à l'autorité administrative d'imposer des prescriptions et des mesures de gestion permettant d'assurer la circulation des poissons migrateurs

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'alinéa 3° de l'article R.181-43 du Code de l'environnement, il convient de fixer les conditions dans lesquelles les résultats des analyses et des mesures nécessaires au contrôle du projet et à la surveillance de ses effets sur l'environnement seront portées à la connaissance de l'inspection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par l'installation, notamment le dispositif d'autosurveillance, les mesures d'indice biologique diatomée (IBD), la restauration de la continuité écologique et de respect du débit réservé ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions de l'arrêté prennent en compte les orientations du SDAGE et du SAGE susvisés ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L. 211-1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTÉ

Article 1^{er}

La SCEA des PISCICULTURES PETIT, représentée par Mme Michèle NOBRE, est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations dans le respect des dispositions du présent arrêté.

Le volume d'activité et les rubriques retenues sont listées ci-dessous.

N° rubrique de la nomenclature	Intitulé de la rubrique	Caractéristique de l'installation	Régime
ICPE 2130-1	Pisciculture d'eau douce – la capacité de production étant supérieure à 20t/an	501 tonnes par an	Autorisation

IOTA 1.1.2.0 (1°)	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an	> à 200 000 m ³ /an 60 l/s soit 216 m ³ /heure	Autorisation
IOTA 1.2.1.0 (1°)	Prélèvements, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, d'une capacité totale maximale supérieure ou égale à 1 000 m ³ /heure ou à 5 % du débit du cours d'eau	Débit réservé 165 l/s	Autorisation

Article 2 :

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation d'exploiter en date 04/04/1991 sont abrogées. L'arrêté de prescriptions complémentaires en date du 27/07/2020 est abrogé.

Article 3 :Autres réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Le maître d'ouvrage des travaux devra informer le Service Régional de l'Archéologie de toute découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux, conformément aux dispositions des articles L.531-14 à L.531-16 du Code du Patrimoine.

Les activités qui seront exercées dans l'établissement sont assujetties aux dispositions prévues par les articles L 4211-1 et suivants et par les articles R 4211-1 à R 4227-57 du Code du Travail.

Article 4 : Modifications apportées aux installations

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la préfète avec tous les éléments d'appréciation.

Article 5 : Périmètre de l'établissement

Communes	Parcelles
Chamousset	ZI 4 et 5
Saint Pierre d'Albigny	ZE 134

Article 6 : Déclaration incident ou accident

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences.

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 7 : Équipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 8 : Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations sous le régime de l'autorisation visées à l'article 3 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 9 : Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration à la préfète dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation conformément aux dispositions de l'article R.181-47 du code de l'environnement.

Article 10 : Remise en état et réhabilitation

Lorsque l'installation au titre de laquelle l'autorisation a été accordée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant le notifie au préfet conformément à la procédure prévue à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

L'exploitant remet en état le site afin qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

Si le seuil en rivière ne représente plus aucun potentiel économique, une étude d'impact est réalisée pour étudier la faisabilité d'un effacement du seuil, sans dégrader les écosystèmes et la biodiversité potentiellement présents et en lien avec celui-ci.

L'état dans lequel doit être remis le site est déterminé par l'arrêté d'autorisation et décrit dans le dossier de notification.

Article 11 : Définitions

Voir annexe 1

Chapitre Ier : Dispositions générales

Article 12 : Implantation et aménagement des installations

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation et pièces de procédure.

Article 13 : Dossier d'exploitation.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ;
- les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosion-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ;
- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :
 - a) les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé (cf. article 25-1) ;
 - b) le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. art. 29) ;
 - c) le registre des risques (art. 15) ;
 - d) les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 36) ;
 - e) le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. article 31) ;

Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.

Article 14 : Localisation

L'installation est implantée :

- à au moins 100 mètres des habitations des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance) ou locaux habituellement occupés par des tiers, stades ou terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 3 kilomètres en amont ou en aval d'une pisciculture existante implantée sur le même cours d'eau (cette distance se mesure immédiatement en amont de la prise d'eau ou immédiatement en aval du rejet, le long de l'axe du cours d'eau) ;
- dans un rayon d'au moins 1 kilomètre d'une pisciculture située sur le même bassin versant.

Les dispositions de l'article 14 ne s'appliquent qu'aux nouveaux ouvrages ou bâtiments ou à leurs annexes nouvelles dans le cas des extensions des installations existantes. Elles ne s'appliquent pas lorsqu'un exploitant doit, pour mettre en conformité son installation autorisée avec les dispositions du présent arrêté, réaliser des annexes ou aménager ou reconstruire sur le même site un bâtiment ou un ouvrage de même capacité.

Chapitre II : Règles d'aménagement

Section 1 : Généralités

Article 15 : Recensement des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 13.

Article 16 : Bassins

Les bassins contenant les poissons sont conçus, nettoyés et entretenus de manière à éviter la sédimentation excessive des matières en suspension. Les boues et autres déchets sont récoltés et stockés dans une structure étanche.

Lorsque les bassins de l'installation sont conçus et exploités de telle manière qu'ils puissent être vidés, nettoyés et désinfectés, ces opérations ne doivent pas avoir de conséquences nuisibles pour la vie aquatique et le biotope de la rivière.

Les ouvrages de stockage des boues sont d'une capacité suffisante, notamment pour faire face aux périodes où l'épandage est impossible. Ils sont conçus pour retenir les lixiviats générés au cours du stockage. Leur implantation, leur conception et leur exploitation minimisent les émissions d'odeurs perceptibles pour le voisinage, notamment lors des phases d'apport et de reprise des boues et évitent tout départ de boues vers le cours d'eau.

Article 17 : Local éclosionerie – alevinage

Le local éclosionerie-alevinage doit permettre une désinfection appropriée sans qu'il puisse en résulter de conséquences nuisibles pour la vie aquatique et le biotope de la rivière. Le cas échéant, les effluents sont collectés et traités avant tout rejet à la rivière.

Article 18 : Entretien

L'exploitant doit s'assurer de la mise en œuvre de dispositions visant à éviter l'introduction, le développement et la dissémination d'agents pathogènes.

L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence (peintures, plantations, engazonnement...).

Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

Article 19 : Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent :

- d'intégrer l'installation dans le paysage;
- de protéger ses installations et le milieu environnant en cas d'inondation.

Section 2 : Dispositions constructives

Article 20 : Accès secours incendie

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 21 : Protection contre l'incendie

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc..., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;

- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
 - le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
 - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;
- ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Section 3 : Dispositif de prévention des accidents

Article 22 : installations techniques (électriques, chauffage...)

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion et les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 6, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.

Section 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Article 23 : Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

Les produits de nettoyage, de désinfection, de traitement et les produits dangereux sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel et tout risque pour la sécurité et la santé des populations avoisinantes et pour la protection de l'environnement.

Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de ces produits doit être étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent sépare entre eux les différents locaux ou aires de stockage ou de manipulation de ces produits et les sépare de l'extérieur.

Les matières recueillies sont récupérées puis recyclées, traitées ou éliminées dans des installations habilitées à les recevoir dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Chapitre III : Protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques

Section 1 : Principes généraux

Article 24 : Application réglementation eau et directive nitrates

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux par le SDAGE Rhône Méditerranée Corse en application de la directive cadre sur l'eau.

Section 2 : Prélèvements et consommation d'eau

Article 25 : Gestion de l'eau

Le fonctionnement de la pisciculture est conforme au I de l'article L. 214-17 et à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne :

- la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ;
- les prélèvements d'eau associés.

25.1- Gestion du débit réservé

Le débit minimal, à l'aval immédiat de l'ouvrage de prise d'eau, compatible avec la qualité ou les objectifs de qualité et la vocation piscicole du milieu, ne doit pas être inférieur au débit naturel ou au dixième du module du cours d'eau correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur. Le débit réservé est fixé à 165 l/seconde.

Le volume maximal prélevable dans la nappe par les pompages est fixé à : 216 m³/h

L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé. Les relevés de ces mesures font l'objet d'un enregistrement. Cet enregistrement est tenu à la disposition des services d'inspection compétents.

25.2- Caractéristiques des aménagements de restauration de continuité écologique

Le tronçon concerné faisant partie de la liste établie en application du 2° du I de l'article L. 214-17 du code de l'environnement visant la restauration de la continuité écologique, toutes dispositions sont prises pour assurer la libre circulation des poissons migrateurs du cours d'eau (avalaison et dévalaison) au moyen de passes à poissons ou autres dispositifs appropriés pour les espèces cibles suivantes : l'anguille, le saumon atlantique, la truite de mer, la grande alose, la lamproie marine et les espèces holobiotiques.

A cette fin, le barrage de dérivation est équipé d'un dispositif de franchissement alimenté par un débit obtenu de 165 l/seconde.

La passe à poissons a les caractéristiques suivantes :

L'ouvrage a une longueur de 40 m et une pente comprise entre 2 et 2,25%. L'entrée de l'ouvrage est implantée en extrémité du lit de la Bialle et son exutoire est implanté en aval de la grille anti-montaison de la pisciculture afin de profiter du débit d'attrait du canal à l'aval de la pisciculture.

Il devra être entretenu régulièrement pour permettre en tout temps le transit des poissons.

Le dimensionnement du lit d'étiage dispose des caractéristiques suivantes :

Les vitesses dans le chenal principal de l'ouvrage sont estimées avec la formule de Manning Strickler. La vitesse dans le chenal est fixée à 1,5 m/s la vitesse maximale admissible dans l'ouvrage pour respecter les conditions favorables aux capacités de nage des espèces cibles.

Le lit d'étiage a les caractéristiques suivantes :

- Largeur = 0,6m
- Profondeur = 0,3 à 0,4 m

Ce dimensionnement permet une hauteur d'eau de 20 à 30 cm au débit minimum ou débit réservé de la pisciculture : 165 l/s.

Le lit moyen est en mesure de faire transiter à minima 0,5 m³/s tout en respectant les exigences en matière de vitesse d'écoulement. La largeur totale est de 1,7m.

Ces caractéristiques doivent être maintenues en tout temps.

Les caractéristiques des vannes de régulation sont les suivantes :

Deux vannes sont en place en entrée de la rivière de contournement afin de réguler les débits, de permettre la mise hors d'eau et de faciliter l'entretien. Le système se compose de 2 vannes de 500 x 500 mm en parallèle ancrées dans un ouvrage de béton armé. L'agencement du substrat rugueux dans l'ouvrage d'entrée hydraulique avec ses deux vannages de régulation est composé de pierres sans espaces étant donné la faible surface concernée. Les cailloux doivent être anguleux et ne doivent pas être posés à plat ou avec une surface plate sur le dessus.

La partie lisse au niveau de la fermeture des vannes est la plus courte possible pour ne pas constituer une surface lisse infranchissable pour les petites espèces de fond. La partie aval de ce dalot ne doit pas

présenter de marche par rapport au fond de la rivière artificielle, qui pourrait ainsi constituer un obstacle pour ces espèces

Une échelle limnimétrique est installée pour contrôler visuellement la hauteur d'eau en entrée de la rivière. De plus, une plaque indiquant la valeur du débit réservé sera affichée à proximité de la prise d'eau.

La cote de l'ouvrage de régulation est fixée à la côte 285.

La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente, la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres.

L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.

Article 26 : Forage

La pisciculture est également alimentée en eau à partir de deux forages en nappe. Les ouvrages de raccordement sont équipés d'un dispositif de disconnexion muni d'un système de non-retour. L'exploitant met en place un compteur d'eau sur la conduite d'alimentation ou dispose d'un système ou d'une méthode d'évaluation des volumes prélevés.

Les caractéristiques des ouvrages sont fixées comme suit :

Caractéristiques	Forage
Parcelle	4
Profondeur	20 m
Coordonnées Lambert 93 étendues	X= 900564,30 m ; Y = 2070381,90 m
Débit instantané maximum Etiage (mai à octobre)	216 m ³ /h (60 L/s)

Les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur d'eau ou issu du système ou de la méthode d'évaluation des volumes prélevés à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ainsi que les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation font l'objet d'un enregistrement. Cet enregistrement est tenu à la disposition des services d'inspection compétents.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Sans préjudice des mesures prévues par le code minier, la réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Section 3 : Rejets

Article 27 : Rejets à la rivière

Le cas échéant, avant tout rejet à la rivière, les effluents de la pisciculture font l'objet d'un traitement. Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet de l'effluent ne doit pas dépasser les valeurs limites fixées à l'article 28.1.

En dehors de l'usage ponctuel des sorties basses des bassins lors des phases de pêche, de mise à sec des bassins et de ruissellement des eaux pluviales, les points de rejet des eaux issues de la pisciculture et des effluents dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. La localisation des points de rejets est précisée par le présent arrêté d'autorisation et matérialisée en annexe 2 :

Points de rejet	Observation	Coordonnées Lambert 93 étendues
R1.	Utilisation totale en débits normaux ou partielle lors de bas débits	X =900440,07 Y =2070221,59

Article 28 :Valeurs limites de rejets

28.1- Limites des paramètres visés par l'arrêté ministériel du 1^{er} avril 2008 soumis à l'activité piscicole

1. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau.
2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5, 5 et 8, 5.
3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 % en moyenne sur 24 heures. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place.
4. Le présent arrêté d'autorisation fixe les valeurs en concentration à respecter en moyenne sur 24 heures en différentiel amont / aval. :

Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES, NH_4^+ , NO_2^- , PO_4^{3-} et DBO5), et tous autres paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu.

Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, NH_4^+ , NO_2^- , PO_4^{3-} et DBO5 ne doit pas dépasser les valeurs suivantes en moyenne 24 heures, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :

Paramètres	Prélèvement sur 24 heures : Valeurs seuils différentiels (mg/L)
MES	15
$[\text{NH}_4^+]$	0,5
$[\text{NO}_2^-]$	0,3
$[\text{PO}_4^{3-}]$	0,5
DBO5	5

28.2- Points d'analyses

Des points de prélèvements pour analyses sont placés conformément à l'arrêté ministériel du 1er avril 2008. Leurs localisations sont précisées par le présent arrêté d'autorisation et matérialisées en annexe 2 :

Points de prélèvement	Observation	Coordonnées Lambert 93	Distance en aval/rejet
A1	Point d'analyse amont de tous les points de rejets	X= 900444,46 Y= 2070142,71	100 m Aval du pont SNCF

Section 4 : Collecte et stockage des effluents

Article 29 : Collecte et stockage des effluents

Tous les effluents sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.

Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Article 30 : Collecte des eaux pluviales et résiduaires

Le réseau de collecte des eaux, autres que celles sortant des bassins d'élevage et des eaux de pluies, est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées. Ces eaux sont traitées par un dispositif d'assainissement non collectif.

Les eaux de pluie provenant des toitures ne sont pas mélangées aux effluents. Elles sont collectées par une gouttière et sont soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel sans préjudice pour l'environnement.

Section 5 : Épandage

Article 31 : Épandage des boues

31.1- Principes généraux

Lorsque les boues piscicoles (effluent d'élevage) sont récupérées à partir des bassins et du système épuratoire, celles-ci peuvent être soumises à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal et épandues sur des terres agricoles, éventuellement après compostage ou toute autre méthode autorisée.

Les quantités épandues sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.

La dose d'azote épandue est déterminée par rapport à l'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.

Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :

- la stagnation prolongée sur les sols,
- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage,
- une percolation rapide vers les nappes souterraines.

31.2- Les éléments à prendre en compte pour la réalisation des épandages sont :

- les quantités d'effluents d'élevage bruts ou traités à épandre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l'exploitation ;
- l'aptitude à l'épandage des terres destinées à recevoir les effluents d'élevage bruts ou traités. L'aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l'écologie ;
- les assolements, les successions culturales, les rendements moyens ;
- les périodes d'épandage habituelles des effluents d'élevage bruts et traités, le cas échéant, sur les cultures et les prairies ;
- les contraintes environnementales prévues par les documents de planification existants ;
- les zones d'exclusion.

31.3- Plan d'épandage

Le plan d'épandage est joint au dossier de demande d'autorisation visé ci-avant. La liste des parcelles culturale ou îlot de culture est celle présentée dans le dossier d'autorisation.

L'ensemble de ces éléments est présenté dans un document de synthèse tenu à disposition des services d'inspection compétents.

Une solution alternative d'élimination ou de valorisation des boues sera prévue pour remédier à une impossibilité temporaire ou définitive d'épandage.

Toute modification notable du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance de la préfète.

S'il apparaît nécessaire de renforcer la protection des eaux, le préfet fixe les quantités d'azote et de phosphore pouvant être épandues par hectare en fonction de l'état initial du site, du bilan global de fertilisation figurant dans l'étude d'impact et des risques d'érosion des terrains, de ruissellement vers les eaux superficielles ou de lessivage.

31.4- Restrictions d'épandage

L'épandage des boues est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 100 mètres de tout local habité ou occupé par des tiers, des zones de loisirs, des établissements recevant du public ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées) et des plages ;
- à moins de 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie ou à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté d'autorisation ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ;
- sur les sols pris en masse par le gel ou abondamment enneigés ;
- sur les sols inondés ou détrempés ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- sur les sols non utilisés en vue d'une production agricole ;

- sur les terrains de forte pente sauf s'il est mis en place des dispositifs prévenant tout risque de ruissellement ;
- par aéro-aspiration sauf pour les effluents ayant subi un traitement épuratoire ; l'épandage par aéro-aspiration doit être pratiqué au moyen de dispositifs qui ne produisent pas d'aérosols.

Chapitre IV : Émissions dans l'air

Article 32 : Odeurs et poussières

I. - Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont prosrites.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;
- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.

II. - Gestion des odeurs.

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes.

Chapitre V : Bruit

Article 33 : Valeurs limite de bruit

Les émissions sonores de l'installation respectent les dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises sur le site ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

<i>NIVEAU DE BRUIT ambient dans les zones à émergence réglementée (bruit de l'installation inclus)</i>	<i>ÉMERGENCE admissible de 7 à 22 heures, sauf jours fériés et dimanches</i>	<i>ÉMERGENCE admissible de 22 à 7 heures, jours fériés et dimanches</i>
<i>Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)</i>	<i>6 dB(A)</i>	<i>4 dB(A)</i>
<i>Supérieur à 45 dB(A).</i>	<i>5 dB(A)</i>	<i>3 dB(A)</i>

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 34 : Véhicules

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur.

Chapitre VI : Déchets et sous-produits animaux

Article 35 : Principe de gestion des déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;
- trier, recycler, valoriser ses déchets ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Article 36 : Stockage des déchets

Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.

En vue de leur enlèvement, les poissons morts sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.

Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement.

Article 37 : Valorisation / élimination des déchets

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'environnement.

Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.

Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.

Chapitre VII : Autosurveillance

Article 38 : Programme de surveillance du suivi quantitatif et qualitatif de l'eau

Le programme de surveillance est formalisé par l'exploitant dans un document prévoyant la réalisation des prélèvements et mesures. Il décrit :

- Les fréquences des mesures et de prélèvements réalisés par l'exploitant (débits, température, pH, NH_4^+ , NO_2^- et PO_4^{3-}) ;
- Les méthodes de mesures et de prélèvements réalisés par l'exploitant (débits, température, pH, NH_4^+ , NO_2^- , PO_4^{3-}), et notamment celles relatives au calibrage des méthodes de mesures et de prélèvements instantanées ;
- Le tonnage présent en bassin et tout commémoratif jugé pertinent par l'exploitant.

Article 39 : Fréquences et modalités des mesures

L'exploitant met en place un programme de surveillance lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions de l'ensemble des paramètres visés à l'article 28.1 sont ou risquent d'être dépassées.

39.1- Autocontrôles

Le programme d'autosurveillance prévoit la fréquence et les méthodes de mesure des paramètres ammonium (NH_4^+), nitrites (NO_2^-) et phosphates (PO_4^{3-}). La fréquence d'analyse de ces paramètres, d'au moins une fois par mois. Ces analyses peuvent être effectuées au moyen de dispositifs de mesures rapides.

Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration autorisées.

39.2- Suivi 24 h

La mesure de la différence de concentration des paramètres visés à l'article 28.1, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau en aval du point de rejet doit être effectuée régulièrement par un laboratoire agréé. Les points de prélèvement à l'aval des point de rejet à une distance comprise à 100 mètres du point de rejet sont fixés à l'article 27.

La fréquence des analyses par un laboratoire agréé des différents paramètres, ne peut être inférieure à une fois par an.

39.3- Indices biologiques diatomées IBD et macro-invertébrés IBGN

Afin de caractériser l'impact de la pisciculture sur la biologie du cours d'eau, l'exploitant réalise un suivi des éléments de qualité biologique du cours d'eau sur les indicateurs suivants :

- IBD (Indice biologique diatomique) concernant les diatomées benthiques,
- IBGN (Indice biologique global normalisé) concernant les macro-invertébrés.

L'impact de la pisciculture sur le milieu récepteur doit être apprécié au travers de l'analyse des écarts à la référence entre un point de mesure à l'amont et un autre à l'aval de la pisciculture. Le point à l'aval sera situé en dehors de la zone de mélange.

Les mesures des indices sont réalisées par un organisme indépendant accrédité, selon les normes en vigueur.

Les résultats des analyses effectuées dans le cadre des contrôles et de l'autosurveillance sont conservés pendant dix ans par l'exploitant et tenus à la disposition des services d'inspection compétents.

39.4- Gestion des résultats de l'auto-surveillance

En cas d'un résultat d'autocontrôle dépassant les seuils du tableau figurant à l'article 28.1, il appartient à l'exploitant de rechercher les causes de ce dépassement et de prendre les mesures nécessaires pour y remédier. En cas de dépassement des résultats d'analyses 24h montrant un dépassement des seuils de concentration du bon état à l'aval de la pisciculture, au minimum un nouveau prélèvement est analysé dès connaissance des résultats défavorables.

Les prélèvements, analyses et modalités de gestion des dépassements de seuils doivent faire l'objet d'un enregistrement et sont tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

39.5- Transmission des informations de l'auto-surveillance

Les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux font l'objet d'une transmission via une télédéclaration par l'intermédiaire de l'application GIDAF,

39.6- Révision de l'autosurveillance

Ce dispositif d'auto-surveillance peut être révisé à la demande du pétitionnaire, notamment en ce qui concerne la fréquence des mesures. Tout éventuel allègement du dispositif doit être justifié par les résultats d'auto-surveillance et de suivi du milieu, portant au minimum sur une année complète en pleine production.

Article 40 : Autosurveillance des épandages

Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :

1. les superficies effectivement épandues ;
2. les références de l'ilot PAC des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage et les surfaces effectivement épandues est assurée ;
3. Les dates d'épandage ;
4. La nature des cultures ;
5. Les rendements des cultures ;
6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;
7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;
8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

Lorsque les boues sont épandues sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes de boues et les quantités d'azote correspondantes.

Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Chapitre VIII : Dispositions administratives

Article 41 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- l'arrêté DEVO0809347A du 23/04/2008 fixant la liste des espèces de poissons et de crustacés et la granulométrie caractéristique des frayères en application de l'article R.432-1 du code de l'environnement modifié.
- l'arrêté du 11/09/03 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié

Article 42 : Notification

Le présent arrêté est notifié au pétitionnaire.

Article 43 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- Une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Chamousset et peut y être consultée ;
- Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de Chamousset pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Savoie pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 44 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1° les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2° les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 45 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, Monsieur le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Savoie, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, Madame la directrice de la Direction Départementale des Territoires chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le Maire de Chamousset.

La préfète
Pour la Préfète et par délégation,
La secrétaire générale.
Laurence TUR



**PRÉFÈTE
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

**Annexes à l'arrêté préfectoral n°ICPE-2025-43
du 22 JUIL. 2025
portant autorisation d'exploiter
Société SCEA DES PISCICULTURES PETITT
PISCICULTURE dite de PONT ROYAL
Commune CHAMOUSSET**

ANNEXE 1 : Définitions

ANNEXE 2 : Carte de situation : localisation des points de rejets et des points de prélèvement



PRÉFECTURE DE LA SAVOIE

**Vu pour être annexé
à l'arrêté Préfectoral**

du

La PRÉFÈTE,

Pour la Préfète et par délégation,
La secrétaire générale

Laurence TUR

ANNEXE 1 : Définitions

Au sens du présent arrêté, on entend par :

« habitation »: un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes tel que logement, pavillon, hôtel ;

« local habituellement occupé par des tiers »: local tel que établissement recevant du public, bureau, magasin, atelier... ;

« piscicultures » : l'ensemble des bassins où sont entretenus les poissons et des locaux pour la fécondation, l'incubation des œufs et l'élevage des alevins, y compris les oxygénateurs et les filtres situés en sortie de bassin ;

« annexes »: les locaux de stockage (aliments, matériel...), les ouvrages destinés au stockage et/ou au traitement des boues et vases (sauf systèmes de filtration reliés directement aux bassins), le cas échéant le stockage d'air liquide ou les systèmes de traitement des effluents ;

« installation »: ensemble de la pisciculture et de ses annexes ;

« effluents »: ensemble des eaux ayant transité par la pisciculture se retrouvant au rejet ;

« boues ou vases »: produits issus de la décantation et/ou de la filtration des effluents.

ANNEXE 2

